

§ 2. L'indemnité visée à l'article 1er n'est accordée qu'aux travailleurs qui en étaient bénéficiaires au 31 janvier 1993;

§ 3. Les montants des rémunérations brutes prévues au paragraphe 1er seront revus au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution du salaire minimum mensuel garanti fixé par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail. »

**Art. 2.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Le paiement de l'indemnité est effectué par l'intervention des organismes de paiement des allocations de chômage sous le contrôle de l'Office national de l'Emploi. Les travailleurs frontaliers, concernés introduisent leur demande auprès de leur organisme de paiement au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, moyennant approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le paiement de l'indemnité est subordonné à la remise par chaque bénéficiaire d'une attestation délivrée par l'administration fiscale compétente selon laquelle, à la date du 1er janvier 1993, ses revenus professionnels sont déclarés en Belgique.

Les organismes de paiement reçoivent une subvention destinée à couvrir leurs frais d'administration dont le taux est fixé à 1 p.c. du montant des indemnités payées. »

**Art. 3.** Dans le même arrêté il est inséré un article 5bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, des articles 269 à 274 du Code pénal, des dispositions du titre II de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement le travailleur frontalier qui a perçu ou peut percevoir indûment une indemnité compensatoire du fait qu'il a fait une déclaration inexacte ou incomplète, lorsqu'il a agi avec une intention frauduleuse.

Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, à l'exclusion du chapitre V s'appliquent à l'infraction déterminée à l'alinéa 1er.

Toute indemnité compensatoire perçue indûment doit être remboursée. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er février 1993.

Par mesure transitoire, les travailleurs frontaliers disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour introduire l'attestation visée à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 mai 1987 comme modifié par le présent arrêté.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

F. 93 — 323

29 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 26 mai 1987 accordant une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 23, § 6;

Voir note à la page suivante.

§ 2. De ce qui est prévu à l'article 1er, la compensation sera octroyée aux travailleurs frontaliers qui en étaient bénéficiaires au 31 janvier 1993;

§ 3. Les montants des rémunérations brutes prévues au paragraphe 1er seront revus au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution du salaire minimum mensuel garanti fixé par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail. »

**Art. 2.** Article 4 de cet arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Le paiement de l'indemnité est effectué par l'intervention des organismes de paiement des allocations de chômage sous le contrôle de l'Office national de l'Emploi. Les travailleurs frontaliers, concernés introduisent leur demande auprès de leur organisme de paiement au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, moyennant approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le paiement de l'indemnité est subordonné à la remise par chaque bénéficiaire d'une attestation délivrée par l'administration fiscale compétente selon laquelle, à la date du 1er janvier 1993, ses revenus professionnels sont déclarés en Belgique.

Les organismes de paiement reçoivent une subvention destinée à couvrir leurs frais d'administration dont le taux est fixé à 1 p.c. du montant des indemnités payées. »

**Art. 3.** Dans le même arrêté il est inséré un article 5bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis. Onvermindert de de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen inzake subsidies, vergoedingen en toelagen van alle aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste zijn van het Rijk, van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, van de bepalingen van titel II van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met één van die straffen alleen de grensarbeider die een onverschuldigde compensatievergoeding heeft ontvangen of kan ontvangen doordat hij een onjuiste of onvolledige verklaring heeft gegelegd, wanner hij gehandeld heeft met bedrieglijk inzicht.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, zijn van toepassing op het in het eerste lid bepaalde misdrijf.

Elke onrechtmatig ontvangen compensatievergoeding dient te worden terugbetaald.

**Art. 4.** Dit arrêté entre en vigueur le 1er février 1993.

Als overgangsmaatregel beschikken de grensarbeiders over een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit arrêté, om het getuigschrift in te dienen bedoeld in artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 mei 1987, zoals gewijzigd bij dit arrêté.

**Art. 5.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit arrêté.

Gegeven te Brussel, 29 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

N. 93 — 323

29 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 mei 1987 tot toekenning aan de in Frankrijk tewerkgestelde grensarbeiders van een vergoeding om de loonderving te compenseren die voortvloeit uit de schommeling van de wisselkoers tussen de Belgische en de Franse Munt (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende de economische en budgettaire hervormingen, inzonderheid op artikel 23, § 6;

Zie noot op de volgende bladzijde.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, j, ajouté par l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1987 accordant une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations de taux de change entre les monnaies belge et française;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en attendant l'adaptation suite à la réalisation du Marché unique le régime accordant une indemnité compensatoire aux travailleurs frontaliers occupés en France, il est nécessaire de prolonger sans délai pour une période limitée le régime actuellement en vigueur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 mai 1987 accordant une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1991, les mots « 31 décembre 1992 » sont remplacés par les mots « 31 janvier 1993 ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1993.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 324

**31 DECEMBRE 1992.** — Arrêté royal relatif aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux modifiée par les lois du 29 décembre 1990 et 20 juillet 1991;

(1) Références au Moniteur belge :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963.

Loi du 5 août 1978, *Moniteur belge* du 17 août 1978.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal du 26 mai 1987, *Moniteur belge* du 28 juin 1987.

Arrêté royal du 22 mars 1991, *Moniteur belge* du 6 avril 1991.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, j, toegevoegd bij het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1987 tot toekenning aan de in Frankrijk tewerkgestelde grensarbeiders van een vergoeding om de loonderving te compenseren die voortvloeit uit de schommelingen van de wisselkoers tussen de Belgische en de Franse munt;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, in afwachting van de aanpassing als gevolg van de realisatie van de Eenheidsmarkt van het stelsel dat een compensatievergoeding voorziet voor grensarbeiders tewerkgesteld in Frankrijk, het nodig is zonder verwijl voor een beperkte periode het nu van kracht zijnde stelsel te verlengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 3, tweede lid van het koninklijk besluit van 26 mei 1987 tot toekenning aan de in Frankrijk tewerkgestelde grensarbeiders van een vergoeding om de loonderving te compenseren die voortvloeit uit de schommelingen van de wisselkoers tussen de Belgische en de Franse munt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1991, worden de woorden « 31 decembre 1992 » vervangen door de woorden « 31 januari 1993 ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993 en houdt op van kracht te zijn op 1 februari 1993.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

#### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 324

**31 DECEMBER 1992.** — Koninklijk besluit betreffende de veterinaire en zoötechnische controles die van toepassing zijn op het intracommunautaire handelsverkeer van sommige levende dieren en producten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de dierengezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 20 juli 1991;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963.

Wet van 5 augustus 1978, *Belgisch Staatsblad* van 17 augustus 1978.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit van 26 mei 1987, *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1987.

Koninklijk besluit van 22 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 6 april 1991.